

Développement agricole et rural

Contribuer à la sécurité alimentaire à travers une agriculture et une pêche durables et inclusives

Situation générale

La production alimentaire dépend de l'environnement naturel, notamment des conditions météorologiques et de la présence de ravageurs, mais aussi de l'environnement social, en particulier de la fluctuation des prix des produits agricoles et du matériel de production. Dans les pays en développement, les systèmes de production, de distribution et autres sont particulièrement vulnérables, ce qui peut conduire à des crises alimentaires qui touchent de plein fouet les populations urbaines pauvres ainsi que les petits agriculteurs et pêcheurs des zones rurales. Simultanément, l'agriculture et la pêche fournissent des denrées alimentaires et constituent la première source d'emplois, avec 30 % de la population active mondiale, 40 % en Asie du Sud et plus de 50 % en Afrique subsaharienne¹. En résumé, ces activités soutiennent l'emploi et les revenus des populations pauvres du monde en développement.

Pour répondre à la demande de nourriture des pays en développement et du monde dans son ensemble, il faut stimuler la productivité et les revenus des petits agriculteurs et pêcheurs des pays en développement. Pour cela, il est nécessaire de créer des communautés agricoles et de pêche inclusives en combinant diverses approches. Cela comprend (1) l'introduction de méthodes agricoles et de pêche durables, (2) la diffusion de variétés améliorées, (3) le développement des infrastructures agricoles et de pêche, (4) l'augmentation de la valeur ajoutée des produits agricoles et marins, (5) le renforcement de la sécurité alimentaire et des moyens de la garantir, et (6) la fourniture de services financiers et d'assurance pour améliorer l'accès des agriculteurs et des pêcheurs à ces moyens.

Aujourd'hui, la sécurité alimentaire mondiale est telle que 800 millions de personnes n'ont toujours pas un accès suffisant à l'alimentation et la nutrition. Les disparités régionales restent très importantes². Les catastrophes naturelles liées au changement climatique exacerbent ces problèmes et soulignent la nécessité de renforcer la résilience du secteur agricole. On compte parmi les problèmes les plus urgents : (1) la dégradation de la fertilité des sols et la surpêche liées à la demande croissante de nourriture, (2) la prévalence des maladies animales associées à la demande accrue des produits d'élevage, et (3) l'établissement d'une gestion et d'une utilisation durables des ressources halieutiques.

Actions de la JICA

Pour renforcer la sécurité alimentaire, il est primordial d'assurer la synergie entre les objectifs de développement, notamment les objectifs de développement durable (ODD). Pour contribuer à l'objectif n° 2 des ODD (Faim zéro), la JICA cherche à maximiser les résultats de sa coopération en associant cet objectif à d'autres.

Les activités spécifiques mises en œuvre à cette fin par la JICA comprennent :



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.



Indonésie : Un groupe d'agriculteurs de la province de Java occidentale apprend à cultiver la goyave de cristal dans le cadre du projet en partenariat public-privé pour l'amélioration du système de commercialisation et de distribution des produits agricoles.

1. Vers la croissance économique

Pour parvenir à un approvisionnement alimentaire stable et une hausse des revenus des producteurs agricoles, la JICA soutient (1) une augmentation de la productivité agricole par l'amélioration des infrastructures et de la gestion agricoles, et (2) le renforcement de l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire (CVA), notamment la production agricole, la transformation, la distribution et la consommation. En Asie du Sud-Est, l'aide de la JICA s'est concentrée sur le renforcement de la sécurité alimentaire et la création de valeur ajoutée pour les produits agricoles. En Afrique et en Amérique latine, la JICA a mené des études sur la sécurité alimentaire à travers le renforcement des CVA.

Parallèlement, la JICA déploie l'approche d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP pour Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion) – initialement développée avec le gouvernement kenyan – dans 33 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie du Sud et du Moyen-Orient. Pendant l'exercice 2019, près de 6 300 responsables gouvernementaux et vulgarisateurs agricoles ainsi que 66 000 petits exploitants ont reçu une formation SHEP. Certains pays travaillent avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) ou la Banque mondiale, voire les deux institutions, sur la diffusion de l'approche SHEP pour fournir à un nombre accru d'agriculteurs l'accès à des services de vulgarisation de qualité, tels que la formation sur site et des conseils en matière de gestion agricole. La septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7), organisée à Yokohama en août 2019, a notamment abouti à la déclaration conjointe pour l'amélioration de la vie d'un million d'agriculteurs à travers l'approche SHEP. La déclaration porte sur l'augmentation des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles dans le monde en développement.

2. Développement centré sur l'humain par l'amélioration de la nutrition

L'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA pour Initiative for Food and Nutrition Security in Africa), au sein de laquelle la JICA joue un rôle central, comprend une aide à la planification des stratégies individuelles des pays et

1. Indicateurs de développement de la Banque mondiale : Emploi dans l'agriculture (% de l'emploi total) (estimation modélisée OIT), données extraites le 1^{er} mars 2020

2. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019 »

à l'amélioration de la nutrition par l'agriculture. Lorsque cela est approprié, ces activités tirent parti des expériences du Japon sur la mise en œuvre de programmes d'amélioration des moyens de subsistance et autres initiatives pertinentes.

À la lumière des résultats de l'initiative, la déclaration de Yokohama IFNA 2019 a été adoptée à l'occasion de la TICAD 7 en 2019. La déclaration appelle à une extension de l'IFNA à toute l'Afrique pour améliorer la nutrition de 200 millions d'enfants sur tout le continent. Par ailleurs, durant l'exercice 2019, la JICA a lancé une aide pour améliorer la nutrition en Asie du Sud, où la population souffrant de malnutrition est la plus importante au monde.

3. Réponse aux problèmes mondiaux

(1) Aide à la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD)

La CARD, lancée en 2008, a déjà atteint son objectif initial de doublement de la production de riz en Afrique subsaharienne en dix ans. Cependant, compte tenu de l'écart important entre l'offre et la demande de riz, les pays membres de la CARD ont demandé à la JICA de poursuivre sa coopération au développement afin de stimuler la production.

En réponse, la JICA soutient CARD 2, une seconde série de mesures visant à doubler à nouveau la production de riz d'ici 2030 (1) en encourageant une production stable dans un contexte de changement climatique, (2) en développant l'industrie rizicole en partenariat avec le secteur privé, (3) en améliorant la qualité des riz locaux, et (4) en valorisant les moyens de subsistance des producteurs par la création d'un système agricole.

(2) Résilience au changement climatique

La JICA entend renforcer la résilience du secteur agricole dans des régions exposées aux risques de sécheresses et autres aléas naturels. La coopération au développement menée à cette fin se concentre notamment sur (1) une utilisation plus efficace de l'eau



Vietnam : Un homologue de la JICA mesure un cochon dans le cadre du projet d'établissement d'un système de cryo-banque pour les ressources porcines vietnamiennes et d'un système de production durable pour protéger la biodiversité.

par le développement d'installations d'irrigation et le renforcement des associations d'usagers de l'eau ; (2) le développement et la diffusion de variétés résistantes à la sécheresse ; et (3) l'introduction d'un système d'assurance basée sur les indices météorologiques – permettant un paiement rapide en cas de dommages – en collaboration avec des compagnies d'assurance non-vie au Japon et dans les pays partenaires.

(3) Gestion et utilisation durables des ressources halieutiques

La JICA mène des projets de coopération technique pour la gestion des ressources halieutiques basée sur le concept de « cogestion » en Afrique de l'Ouest et dans les pays insulaires des Caraïbes. Dans la région Pacifique, la JICA assure une coopération pour le développement des capacités de surveillance et de prévention de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) par des satellites et d'autres moyens.

(4) Élevage et santé animale

Principalement en Asie de l'Est, en Asie centrale, en Asie du Sud et en Afrique, la JICA déploie une coopération pour (1) renforcer un système d'enseignement vétérinaire conforme aux normes internationales ; et (2) lutter contre les maladies animales répandues à l'échelle mondiale et améliorer la CVA en coopération avec des organisations internationales.

3. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, « 2016 Global Nutrition Report »

Madagascar : Projet d'amélioration de l'alimentation et de la nutrition

Travailler de concert avec un large éventail d'acteurs pour améliorer la nutrition



Des écoliers malgaches mangent avec plaisir une soupe de manioc, une culture similaire à la patate douce. Ces repas motivent les enfants pour aller à l'école.

À Madagascar, où 49 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, la malnutrition est un problème grave. Il s'agit de la cinquième prévalence la plus importante des retards de croissance à l'échelle mondiale³.

À travers l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA), la JICA mène depuis mars 2019 un projet visant à améliorer la nutrition par l'agriculture dans ce pays insulaire. Dans le cadre de ce projet, un expert de la JICA travaille activement dans les hauts plateaux du centre de Madagascar, où près de 80 % des habitants pratiquent l'agriculture. L'expert doit notamment (1) identifier les moyens d'augmenter les revenus des agriculteurs et de leur permettre d'utiliser ces revenus supplémentaires pour acheter des aliments nutritifs ; et (2) encourager

les agriculteurs à cultiver des plantes nutritives dans leurs jardins potagers afin d'améliorer l'équilibre nutritionnel de leurs repas.

L'amélioration de la nutrition exigeant une approche transversale entre plusieurs domaines tels que la santé, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, ce projet multisectoriel implique une coopération avec un large éventail d'acteurs, notamment l'Office national de la nutrition, le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Santé, entre autres entités malgaches. Le projet partage certaines zones cibles avec la Banque mondiale qui œuvre déjà à l'amélioration de la nutrition et la promotion de la santé des femmes enceintes et allaitantes et des enfants par l'agriculture.

